

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 20/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NORD METHA

Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe
59640 Dunkerque

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\NORD METHA_Dunkerque_ZI_Petite-Synthe_0003802344\2_Inspections\2023 09 12\
Code AIOT : 0003802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement NORD METHA implanté Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2023. Il s'agit de la première inspection de l'installation de méthanisation suite à l'obtention de son arrêté d'enregistrement le 19 février 2021.

La visite a porté sur :

- la conformité du site par rapport aux éléments figurant dans le dossier déposé à l'appui de la demande d'enregistrement,
- le respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/08/10 relatif aux installations de méthanisation relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2781.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORD METHA
- Rue Van Cauwenberghe – ZI Petite Synthe 59640 Dunkerque
- Code AIOT : 0003802344
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement NORD METHA est une installation de méthanisation située sur la commune de DUNKERQUE. Le site est autorisé, sous le régime de l'enregistrement, par arrêté préfectoral du 19 février 2021 sous la rubrique 2781-2-b pour 99,8 tonnes d'intrants par jour. Le biogaz produit est épuré, puis injecté dans le réseau GRDF. Le site a débuté son activité en juillet 2023.

Il est prévu d'épandre les digestats. Le plan d'épandage porte sur 30 000 m³/an de digestat brut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 12/08/2009, article 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 19	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Mise au même potentiel électrique	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Secours électrique	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 23	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 10/08/2010, article 23	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Dispositifs de rétention	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 30	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité des installations au dossier d'enregistrement	Arrêté Préfectoral du 19/02/2021, article 1.3	/	Sans objet
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	/	Sans objet
11	Cuves de méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2009, article 31	/	Sans objet
12	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 6 et 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

NORD METHA a démarré l'exploitation du méthaniseur alors que l'installation de tous les dispositifs de sécurité n'était pas finalisée.

Suites aux constats réalisés lors de l'inspection, il est proposé à Monsieur le Préfet du NORD une mise en demeure portant sur plusieurs articles, de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique "n° 2781", concernant la sécurité.

2-4) Fiches de constats